

Distingués Invités,

Chers amis amoureux de l'environnement,

Il y a presque trois ans, je découvrais ce lieu extraordinaire au cours d'une visite qui devait susciter, vous vous rappelez sans doute, une prise de conscience nationale.

La population découvrait, avec moi, la gravité du désastre écologique qui se préparait à l'abri des regards, passant outre le World Conservation Union, l'Environmental Monitoring Committee du ministère de l'Environnement ou encore les nombreuses pétitions des amoureux de la nature.

Mes prédécesseurs avaient décidé de la mise à mort d'un de nos plus précieux biens, notre patrimoine naturel.

Pendant la campagne électorale de 2005, déjà, au cours d'une conférence de presse, j'avais pris l'engagement solennel que je ne permettrai pas une telle destruction, une fois au pouvoir. La croissance et le progrès ne sont pas condamnés mais nous devons revoir nos façons de penser, d'agir et de décider pour le long terme.

Le vendredi 15 octobre 2005, malgré une série de pressions, de chantages et de lobbys divers, ma décision était prise:

(i) l'autoroute du Sud-Est n'allait pas passer par la Vallée de Ferney; et

(ii) la vallée allait être transformée en une réserve naturelle publique.

Cette décision du 15 octobre marque une nette rupture avec un système de gestion politique inspirée par l'arrogance et une certaine dose d'inconscience. Elle marque notre entrée dans l'ère de la préservation.

Un Gouvernement responsable, démocratiquement élu, n'a pas le droit d'ignorer les inquiétudes et les aspirations de la population et négliger les conséquences de sa politique sur l'avenir du pays, surtout quand elles sont irréversibles.

Nous ne pouvons pas élaborer des politiques, prendre des décisions en ignorant le défi du réchauffement climatique, la crise énergétique et la protection de l'environnement. Nous ne pouvons pas détruire les conditions mêmes de notre survie.

Le Gouvernement précédent avait refusé d'envisager l'arrêt du projet, malgré les appels à la vigilance et à la responsabilisation. Il resta prisonnier de ses calculs à courte vue. Il refusa de tenir compte du coût environnemental.

Maurice, le premier des 190 pays à signer et à ratifier la Convention sur la Diversité Biologique, en septembre 1992, se classe aujourd'hui parmi les pays où la biodiversité est gravement menacée.

Il ne nous reste que très peu de régions sous forêt, soit une superficie totale de 50,000 hectares, dont seuls 6,540 hectares ont été officiellement désignés zone protégée et sont soumis à des contrôles et à des restrictions d'activités.

Une partie de ces forêts - environ 30,000 hectares - appartient au privé et le reste - 20,000 hectares - est la propriété du Gouvernement.

Je l'ai dit la semaine dernière, je le redis aujourd'hui: le patrimoine mauricien – historique, culturel et naturel – demande à être conservé, valorisé et célébré.

Depuis trois ans, nous oeuvrons, avec conviction, pour un nouveau modèle de développement, nous mesurons l'attente de la population et nous avons inscrit l'environnement au cœur de nos priorités.

Lors de ma visite officielle, en France, en juin dernier, j'ai évoqué avec le Président Sarkozy notre ambitieux projet "Maurice – Ile Durable" conçu avec mon conseiller spécial, Joël de Rosnay. Le Président Sarkozy m'a chaudement félicité pour mes initiatives visant à favoriser le développement des énergies renouvelables à partir de nos ressources naturelles, telles le vent, le soleil ou les vagues.

Le Président nous a assuré tout son soutien financier et technique pour la mise en place d'une ferme éolienne, parmi d'autres projets.

J'ai aussi eu l'occasion de discuter avec le Président Chirac dont la Fondation entend agir, entre autres, dans le domaine de la responsabilité écologique.

Un des domaines d'action prioritaires de la Fondation est la lutte contre la déforestation. Nous allons travailler de concert avec la Fondation Chirac et le gouvernement français, afin de renforcer notre dispositif de protection de la faune et de la flore.

Je veux le dire ici: Maurice – Ile durable ne se limite pas aux économies d'énergie. Une île durable c'est aussi une île qui reformule sa conception du social et de l'environnement, qui est sensible à la beauté, à l'esthétique, qui protège sa nature et qui veut que la qualité de vie de sa population soit sans cesse améliorée.

Je veux mobiliser tous les Mauriciens, secteur public et privé, les ONGs, les médias et toutes les parties concernées autour des questions liées à la préservation de notre faune et de la protection de la planète.

Je veux surtout dire à notre jeunesse: Il y a urgence écologique. Je veux qu'elle réalise que nos comportements d'aujourd'hui vont conditionner le devenir des dizaines de générations à venir.

Protéger notre environnement doit devenir une valeur ancrée dans nos mentalités. Pour défendre l'écologie il faut une volonté politique forte et il faut penser dans le long terme. Notre action s'inscrit dans la durée.

Un éminent scientifique indien, responsable de l'environnement au pied des chaînes de l'Himalaya, à Simla, est venu faire une étude à ma demande dans la Vallée de Ferney au moment où l'on voulait y construire une route. Il avait qualifié ce qui allait être fait de «catastrophe écologique». Je suis heureux, pour les générations à venir, d'avoir pu empêcher cette catastrophe.

Chers amis,

Je souhaite que d'autres entreprises s'inspirent de ce qui a été réalisé ici, et s'engagent dans des projets de préservation et de valorisation de la nature.

Ce parc naturel permettra aux Mauriciens aussi bien qu'aux touristes de découvrir et d'apprécier la richesse de notre patrimoine naturel.

Chers amis,

J'ai le plaisir de déclarer ouvert le parc naturel de la Vallée de Ferney. Il restera, je l'espère, un symbole vivant de ce fabuleux cadeau que la nature a offert à notre île.

Je vous remercie de votre attention.